

Résolution adoptée par le Congrès du PPE, Bonn, 9 et 10 décembre 2009

Les femmes et la crise économique

Le PPE :

- réuni à Bonn les 9 et 10 décembre 2009 ;
- menant un débat approfondi sur la façon de générer une relance après la crise économique et financière mondiale ;
- tenant compte du fait qu'un débat spécifique a eu lieu en 2009 au sein de l'organisation des Femmes PPE sur le thème *Les femmes et la crise économique* ;
- a formulé les recommandations suivantes ;
- plus particulièrement adressées à la Commission européenne et aux États membres de l'UE ;

La Commission européenne et les États membres de l'UE devraient :

Les partis membres du PPE et les organisations de femmes au sein de ces partis devraient :

1. tenir compte du genre dans les futures initiatives destinées à contrer la crise ou à limiter son impact.
2. s'assurer que toutes les politiques proposées font l'objet d'une évaluation de leur impact au niveau du genre, dans le cadre d'une action politique saine, et entreprendre l'évaluation de cet impact parmi les mesures européennes et nationales d'ores et déjà en vigueur.
3. analyser et publier des données clés sur l'emploi en fonction du genre, afin d'améliorer la compréhension et le contrôle de l'impact exercé par la crise économique et financière sur le genre, et de faciliter l'identification de mesures permettant de remédier aux impacts négatifs.
4. cibler les politiques compte tenu du genre, notamment via la reconnaissance du fait que les femmes peuvent être exposées à un surcroît d'insécurité financière en raison d'un salaire moins élevé, d'historiques professionnels interrompus et de réserves financières limitées.
5. intégrer un mécanisme budgétaire lié au genre dans leurs travaux afin de renforcer l'égalité des genres.
6. s'efforcer d'améliorer la participation des femmes à tous les niveaux décisionnels, surtout dans les domaines budgétaires.
7. continuer à soutenir le Réseau de l'UE ainsi que les réseaux nationaux de femmes dans les décisions politiques et économiques.
8. envisager la poursuite de l'adaptation des Fonds Structurels européens ainsi que des fonds nationaux, de sorte qu'ils renforcent leur soutien dans les domaines où l'emploi des femmes risque d'être affecté par la crise.
9. maintenir leur focalisation sur les mesures de conciliation et promouvoir ces mesures en tant que bonnes pratiques pour les hommes et les femmes, notamment via l'amélioration du statut pour le travail à temps partiel.
10. considérer que l'éducation des adultes doit jouer un rôle clé dans les politiques visant à promouvoir une culture générale de l'apprentissage via des campagnes médiatiques et d'information, et prendre les mesures appropriées pour redresser les taux d'emploi peu élevés des femmes et des travailleurs plus âgés, en particulier ceux qui ont mené une carrière atypique ou manquent de compétences en ICT ; et par conséquent mettre en place les conditions nécessaires pour fournir des services d'apprentissage à vie à

tous les niveaux afin de faciliter la progression professionnelle, qu'il s'agisse d'une première entrée sur le marché du travail, d'un retour à l'emploi ou d'une prolongation de la vie professionnelle.

11. reconnaître l'impact du désavantage multiple dans le contexte de la réaction à la crise économique, et s'assurer que les mesures tiennent compte des femmes particulièrement vulnérables – femmes âgées, parents uniques, femmes handicapées et migrantes, par exemple.

12. fournir des ressources supplémentaires afin de permettre aux organisations de la société civile, et plus particulièrement aux organisations de femmes, d'identifier des moyens de contribuer à la relance économique et de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

13. exhorter le PPE d'assurer le suivi des recommandations qui précèdent et encourager les organisations de femmes au sein du PPE à superviser activement leurs gouvernements, leurs parlements et leurs partis quant à la mise en oeuvre de ces recommandations.

14. insister sur le fait que la dimension de genre incluse dans la stratégie de Lisbonne garantit que l'emploi des femmes ne souffrira pas des effets négatifs de la crise économique mais y trouvera de nouvelles opportunités.